

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Tremblay, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature

Date

2019-05-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saguenay,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saguenay (ci-après, la Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saguenay au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville a comptabilisé les opérations de restructuration d'un montant de 25 332 928 \$ dans l'excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice tel que décrit à la note 22 b). Cette situation est conforme au chapitre 1, annexe 1-B du Manuel de présentation de l'information financière municipale, toutefois, cela constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sur les opérations de restructuration. Afin que les états financiers de la municipalité respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ces opérations de restructuration auraient dû être comptabilisées à l'état consolidé des résultats au titre d'effet net des opérations de restructuration.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saguenay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Chicoutimi
le 6 mai 2019

Sylvie Jean, CPA auditrice, CA
Permis de comptabilité publique no A109865
Vérificatrice générale

Raymond Chabot Grant Thornton
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108154
255, rue Racine Est, bureau 600
Chicoutimi, Québec, G7H 7L2

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

DATE 2019-05-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
				Redressé note 22
Revenus				
Taxes	1	234 449 350	234 871 069	225 875 951
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 418 725	22 785 323	21 973 624
Quotes-parts	3			
Transferts	4	27 654 786	34 686 281	35 726 226
Services rendus	5	64 310 577	72 739 184	60 774 668
Imposition de droits	6	5 503 000	6 302 553	7 752 047
Amendes et pénalités	7	4 100 000	4 742 316	4 223 729
Revenus de placements de portefeuille	8	9 600	179 747	33 937
Autres revenus d'intérêts	9	2 139 000	3 384 900	2 741 004
Autres revenus	10	6 436 970	7 145 939	1 941 786
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		(65 735)	18 016
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	367 022 008	386 771 577	361 060 988
Charges				
Administration générale	14	37 508 677	31 406 542	36 711 869
Sécurité publique	15	56 250 768	59 306 805	57 221 358
Transport	16	76 904 464	86 919 305	79 066 340
Hygiène du milieu	17	53 081 622	53 334 442	52 476 323
Santé et bien-être	18	2 091 383	2 063 502	2 602 909
Aménagement, urbanisme et développement	19	25 828 999	26 441 573	27 167 906
Loisirs et culture	20	57 965 048	65 374 087	56 525 973
Réseau d'électricité	21	39 575 472	39 910 671	38 238 679
Frais de financement	22	20 982 734	19 458 270	18 534 498
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	370 189 167	384 215 197	368 545 855
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(3 167 159)	2 556 380	(7 484 867)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		625 348 905	633 863 409
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		89 546 982	63 184 417
Solde redressé	28		714 895 887	697 047 826
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		717 452 267	689 562 959

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	47 700 048	7 425 991
Débiteurs (note 5)	2	136 662 631	128 941 585
Prêts (note 6)	3	1 609 208	1 701 192
Placements de portefeuille (note 7)	4	75 000	75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	1 029 101	1 094 836
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	187 075 988	139 238 604
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	1 445 490	
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 000 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	65 017 394	62 599 701
Revenus reportés (note 12)	12	20 287 483	13 876 538
Dette à long terme (note 13)	13	518 665 463	464 409 884
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	64 864 500	65 827 700
	15	673 280 330	606 713 823
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(486 204 342)	(467 475 219)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	1 193 128 379	1 151 191 647
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 793 853	
Stocks de fournitures	19	4 098 323	4 423 028
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 636 054	1 423 503
	21	1 203 656 609	1 157 038 178
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	717 452 267	689 562 959

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 167 159)	2 556 380	(7 484 867)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	79 255 400) (	76 695 255) (	85 976 964)
Produit de cession	3	370 000	1 386 228	3 589 274
Amortissement	4	57 923 259	62 418 225	57 693 281
(Gain) perte sur cession	5	(370 000)	269 635	(2 135 285)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(21 332 141)	(12 621 167)	(26 829 694)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		30 187	
Variation des stocks de fournitures	9		390 538	21 373
Variation des autres actifs non financiers	10		(50 850)	450 036
	11		369 875	471 409
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		(9 034 211)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(24 499 300)	(18 729 123)	(33 843 152)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(531 689 273)	(501 083 981)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		64 214 054	67 451 914
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(467 475 219)	(433 632 067)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(486 204 342)	(467 475 219)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 556 380	(7 484 867)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	62 418 225	57 693 281
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	269 635	(2 135 285)
- FLI et PMC FLI	4	(39 005)	36 334
	5	65 205 235	48 109 463
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	345 885	(3 262 666)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 471 335)	(900 341)
Revenus reportés	9	(2 755 317)	4 172 207
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 080 181)	2 737 600
Propriétés destinées à la revente	11	30 187	
Stocks de fournitures	12	390 538	21 373
Autres actifs non financiers	13	(50 850)	450 036
	14	60 614 162	51 327 672
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(76 695 255)	(85 976 964)
Produit de cession	16	1 386 228	3 589 274
	17	(75 309 027)	(82 387 690)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(149 264)	(508 016)
Remboursement ou cession	19	345 988	331 813
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	196 724	(176 203)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	111 973 000	114 613 400
Remboursement de la dette à long terme	24	(79 502 834)	(75 590 191)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 000 000	(8 000 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(300 970)	(280 344)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	35 169 196	30 742 865
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	20 671 055	(493 356)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 425 991	7 919 347
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	18 157 512	
Solde redressé	33	25 583 503	7 919 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	46 254 558	7 425 991

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saguenay est un organisme municipal existant depuis le 18 février 2002 en vertu du décret 841-2001 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de l'article 125,11 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q,c.0-9) et modifié par le décret 1474-2001.

La Ville est constituée des ex-municipalités suivantes: Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Laterrière, Lac-Kénogami, Shipshaw et une partie de Canton Tremblay.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent les pages S13, S14 et S23 qui portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, passifs, revenus et charges de la Ville de Saguenay. Ils incluent aussi les actifs, passifs, revenus et charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. L'organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Société de transport du Saguenay	*	
Fondation Timi inc.		*
Conseil des arts de Saguenay	*	
Ajout en 2018 (note 22)		
Promotion Saguenay inc.	*	
Diffusion Saguenay inc.	*	

b) Partenariats

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme municipal, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la provision pour pertes sur prêts, provision pour autres débiteurs pour le réseau électrique, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées également à titre d'actif non financier à l'état de la situation financière à la valeur amortie.

La charge d'amortissement est reflétée au poste de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Administration municipale

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures :

entre 15 et 40 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Réseau d'électricité :	entre 15 et 40 ans
Bâtiments :	entre 15 et 40 ans
Véhicules :	entre 3 et 15 ans
Ameublement et équipement de bureau :	entre 5 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	entre 5 et 20 ans
Autres :	entre 1 et 30 ans

Organismes contrôlés

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire et dégressif aux taux suivants :

Infrastructures :	10 ans
Bâtiments :	entre 20 et 40 ans, dégressif 4 %
Améliorations locatives :	entre 5 et 40 ans
Véhicules :	entre 5 et 16 ans
Ameublement et équipement de bureau :	entre 3 et 15 ans, dégressif entre 10 et 30 %
Machinerie, outillage et équipement divers :	10 ans
Autres :	entre 5 et 40 ans, dégressif 10 %

Stocks

Administration municipale

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Organismes contrôlés

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Revenus reportés

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux, du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et du Fonds de développement des territoires sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans ou sur la durée de l'emprunt concerné. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont ils sont assortis créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Taxes et compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Imposition de droits, amendes et pénalités

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participe la Ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) individuels, offerts par la Ville à certains de ses salariés, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur lissée 3 ans. Cependant, compte tenu de la création d'un fonds de stabilisation en date du 31 décembre 2012 dans le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres, nous avons évalué l'actif de ce régime à compter du 1er janvier 2013 et celui du régime des policiers et des pompiers à compter du 1er janvier 2014 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective non capitalisé, ces déficits n'ont pas été amortis;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications du régime de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour les excédents de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective : ces excédents ne sont pas amortis.

- l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMH selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliées aux pertes de 2008, jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre le passif et l'actif au 1er janvier 2013, pouvaient être affectées dans une dépense constatée à taxer ou à pourvoir. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé doivent être totalement amortis au 31 décembre 2022. La Ville a décidé d'amortir le solde du montant ainsi reporté au cours des prochains exercices de façon linéaire de 2014 à 2022. Un montant de 3 724 100 \$ a ainsi été amorti en 2018.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Ville a modifié rétroactivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert. Les paiements de transfert sont comptabilisés comme charges et revenus lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés. Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été retraités. La note 22 fait état des impacts du redressement.

Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la Ville, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	46 849 065	6 578 768
Découvert bancaire	2	(1 445 490)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	850 983	847 223
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	46 254 558	7 425 991
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	14 321 228	3 476 889
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	24 279 000	23 766 288
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	10 656 087	9 933 888
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	5 047	4 806
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	91 067 195	80 338 304
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	21 745 805	27 276 443
Organismes municipaux	15		285 287
<i>Autres</i>			
- Réseau électrique	16	7 377 490	5 504 769
- Divers débiteurs	17	5 811 007	5 598 088
	18	136 662 631	128 941 585
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	62 826 578	60 978 380
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	62 826 578	60 978 380
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	2 486 682	1 853 918
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	842 795	842 795
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
- FLI	26	766 413	858 397
-	27		
	28	1 609 208	1 701 192
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	135 242	304 904
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	75 000	75 000
Autres placements	31		
	32	75 000	75 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(36 453 100)	(37 817 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(28 411 400)	(28 010 700)
	37	<u>(64 864 500)</u>	<u>(65 827 700)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	17 409 800	20 677 700
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	1 056 500	1 435 500
Régimes à cotisations déterminées	40	752 604	724 713
Autres régimes (REER et autres)	41	45 236	69 190
Régimes de retraite des élus municipaux	42	265 525	236 687
	43	<u>19 529 665</u>	<u>23 143 790</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la «loi RRSM») - mise à jour au 31 décembre 2018

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018**2017****10. Emprunts temporaires****Administration municipale**

La ville dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 100 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel échéant en octobre 2019.

Organismes contrôlés

Société de transport du Saguenay

L'organisme dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 3 000 00 \$, portant intérêts au taux préférentiel, renouvelable en septembre 2019.

Diffusion Saguenay inc.

L'organisme dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 450 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel, renouvelable annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	25 456 135	25 342 858
Salaires et avantages sociaux	48	10 792 794	8 553 368
Dépôts et retenues de garantie	49	6 592 882	6 891 809
Provision pour contestations d'évaluation	50	56 048	421 682
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	425 000	425 000
Autres			
- Organismes municipaux	53	278 123	211 187
- Intérêts courus	54	3 563 705	3 354 276
- Vacances courus et autres	55	17 852 707	17 399 521
-	56		
-	57		
	58	65 017 394	62 599 701

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	2 817 294	2 595 978
Fonds de développement des territoires	61	12 824	798 723
Fonds parcs et terrains de jeux	62	368 089	154 669
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66	1 927 214	2 641 070
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Fonds - terres publiques intra	68	770 196	743 723
- Transferts	69	4 562 581	6 082 894
- Autres	70	9 829 285	859 481
-	71		
	72	20 287 483	13 876 538

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt de à		Échéance de à	
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	5,00	2019	2038
			73	
	465 524 500		430 207 900	
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	4,97	2019	2031
Organismes municipaux			77	78
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	521 937 328		467 380 779	
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	(2 970 895)
			83	
	518 665 463		464 409 884	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2019	84	92	54 997 100	100	64 850	109
2020	85	93	46 127 900	101	64 850	110
2021	86	94	35 078 200	102	64 850	111
2022	87	95	24 311 000	103	186 494	112
2023	88	96	13 123 300	104		113
2024 et +	89	97	291 887 000	105		114
	90	98	465 524 500	106	381 044	115
Intérêts et frais accessoires			107	(42 075)		124
	91	99	465 524 500	108	338 969	116
					56 073 859	125
					521 937 328	

Note

	2018		2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal			126	(486 204 342)
Tiers				(467 475 219)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			127	()
Autres			128	()
			129	(486 204 342)
				(467 475 219)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	130	234 360 422	158	11 868 521	185	523 699	212	245 705 244	
Eaux usées	131	281 521 908	159	7 690 124	186	22 537	213	289 189 495	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	456 956 396	160	23 461 088	187	204 555	214	480 212 929	
Autres	133	189 682 999	161	10 627 239	188	(11 663)	215	200 321 901	
Réseau d'électricité	134	72 389 254	162	958 333	189		216	73 347 587	
Bâtiments	135	336 251 969	163	15 531 891	190	(2 148 918)	217	353 932 778	
Améliorations locatives	136		164	2 007	191	(32 414 168)	218	32 416 175	
Véhicules	137	95 607 868	165	10 825 590	192	4 487 215	219	101 946 243	
Ameublement et équipement de bureau	138	22 666 362	166	2 368 344	193	1 770 048	220	23 264 658	
Machinerie, outillage et équipement divers	139	28 331 808	167	2 089 286	194	(1 469 305)	221	31 890 399	
Terrains	140	42 710 482	168	2 614 405	195	(35 497)	222	45 360 384	
Autres	141	860 758	169		196		223	860 758	
	142	1 761 340 226	170	88 036 828	197	(29 071 497)	224	1 878 448 551	
Immobilisations en cours	143	89 137 835	171	(11 341 573)	198		225	77 796 262	
	144	1 850 478 061	172	76 695 255	199	(29 071 497)	226	1 956 244 813	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	145	84 646 146	173	6 293 075	200	523 699	227	90 415 522	
Eaux usées	146	123 502 170	174	9 073 759	201	22 537	228	132 553 392	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	175 015 283	175	12 075 419	202	214 306	229	186 876 396	
Autres	148	80 615 400	176	8 502 423	203	12 843	230	89 104 980	
Réseau d'électricité	149	19 840 631	177	2 078 546	204		231	21 919 177	
Bâtiments	150	140 682 841	178	9 028 320	205	(609 227)	232	150 320 388	
Améliorations locatives	151		179	1 236 945	206	(8 351 041)	233	9 587 986	
Véhicules	152	53 151 564	180	8 223 918	207	4 059 845	234	57 315 637	
Ameublement et équipement de bureau	153	10 813 626	181	2 962 813	208	1 973 139	235	11 803 300	
Machinerie, outillage et équipement divers	154	10 467 053	182	2 928 003	209	742 104	236	12 652 952	
Autres	155	551 700	183	15 004	210		237	566 704	
	156	699 286 414	184	62 418 225	211	(1 411 795)	238	763 116 434	
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	1 151 191 647					239	1 193 128 379	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240		243		245		247		
Amortissement cumulé	241 (		) 244 (		) 246 (		) 248 (		)
Valeur comptable nette	242						249		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	4 793 853	
Autres	252		
	253	4 793 853	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	4 793 853	
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurance	256	388 014	277 666
- Droit d'utilisation et autres	257	641 562	653 059
- S.A.A.Q et dépôt sur autobus	258	491 154	492 778
Autres			
- Autres	259	115 324	
-	260		
	261	1 636 054	1 423 503
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation de Saguenay

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Ville de Saguenay est tenue de combler dix pour cent (10 %) du déficit annuel de l'Office municipal d'habitation de Saguenay.

La participation réelle de la Ville au déficit de l'Office municipal d'habitation n'étant pas encore connue, la charge a été établie en fonction du budget de l'Office entériné par la Société d'habitation du Québec.

Autres engagements

La Ville s'est engagée à long terme envers différents entrepreneurs et organismes dans le cours normal de ses activités. Ces ententes portent principalement sur le déneigement, les matières résiduelles, l'entretien, la location d'espaces et diverses aides aux organismes. Elles viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2023 et totalisent environ 52 809 515 \$, taxes incluses.

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2019 :	19 828 826 \$
2020 :	16 017 734 \$
2021 :	10 442 877 \$
2022 :	5 434 542 \$
2023 :	1 085 536 \$

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement de différents ministères et de ses entreprises des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 11 468 145 \$ sur une période de 20 ans.

Les versements estimatifs pour les prochains exercices sont les suivants :

2019	1 302 336 \$
2020	1 202 897 \$
2021	1 064 521 \$
2022	959 910 \$
2023	894 617 \$
2024 et +	6 043 864 \$

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

Hébergement Plus (rés.C-99-786) :	240 000 \$
Société Bélu inc. (rés.00-229, VS-CM-2015-119) :	47 200 \$
Ensemble folklorique des Farandoles de Chicoutimi inc. (rés.VS-CM-2015-187) :	22 283 \$
Corporation St-François de Jonquière inc. (VS-CM-2018-540) :	30 000 \$
Carrefour socio-culturel Au Vieux Théâtre (rés.VS-CM-2015-364) :	370 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Festival des Rythmes du Monde (rés.VS-CM-2011-124) :	320 000 \$
Jonquière en Musique inc. (rés.VS-CM-2018-605) :	99 000 \$
Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi (rés.VS-CM-2008-143, VS-CM-2015-334) :	7 566 000 \$
Groupe des écorceurs (rés.VS-CM-2017-350) :	99 000 \$
Fondation entrepreneurs sans frontières (rés. VS-CM-2008-145) :	185 000 \$
Contact nature Rivière-à-mars (rés. VS-CM-2018-308) :	95 000 \$
Corporation du Musée du Saguenay-Lac-St-Jean (rés. VS-CM-2018-521) :	50 000 \$
Club de ski de fond Le Norvégien (rés. VS-CM-2017-437) :	25 000 \$
Camping de Jonquière inc. (rés. VS-CM-2018-479) :	99 000 \$
Groupe photo média international (rés. VS-CM-2018-576) :	60 000 \$
Musée du Fjord (rés. VS-CM-2011-105) :	1 700 000 \$
École de danse Florence Fourcaudot (rés.VS-CM-2013-380) :	3 378 500 \$
Club de curling de Chicoutimi (rés. VS-CM-2014-27) :	375 000 \$
Sagym (VS-CM-2010-210) :	275 000 \$
Fondation de la pulperie de Chicoutimi (VS-CM-2016-225) :	508 275 \$
Chambre de commerce industries Saguenay le Fjord (VS-CM-2018-234) :	65 000 \$

b) Auto-assurance

La Ville a créé à compter du 19 février 2003 par le règlement numéro VS-2003-2, une réserve financière sous le nom de « Réserve auto-assurance » afin de pourvoir aux capitaux nécessaires au fonctionnement d'un programme d'auto-assurance en matière de responsabilité civile.

Le fonds est à durée indéterminée.

Le montant projeté du fonds est de 5 000 000 \$.

Au 31 décembre 2018, le solde du fonds est de 1 080 370 \$.

c) Poursuites

Les conseillers juridiques externes confirment un montant approximatif de 1 067 365 \$ en réclamations de dommages et intérêts intentées contre la Ville à divers titres, dont certains de ces montants sont couverts par les assurances. Ils ne sont présentement pas en mesure d'émettre une opinion sur l'issue de ces causes. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement supérieur à la provision, pouvant résulter du dénouement de ces éventualités, sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne leurs résultantes, leurs échéances ou leurs impacts. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

a) Paiements de transfert

La Ville et la Société de Transport du Saguenay (STS) ont modifié rétroactivement le traitement des paiements de transfert. Selon la méthode comptable antérieure, la Ville et la STS ne comptabilisaient pas à l'état consolidé de la situation financière les paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec, application préconisée par le MAMH. Cette modification a entraîné une augmentation des débiteurs et de l'excédent (déficit) accumulé de 55 789 054 \$ pour la Ville et de 8 425 000 \$ pour la STS pour un total de 64 214 054 \$ au 1er janvier 2018 (67 451 914 au 1er janvier 2017) et une diminution équivalente des actifs financiers nets (dette nette).

**État consolidé des résultats et
conciliations à des fins fiscales**

31/12/2017

Transfert de fonctionnement Ville	(5 388 852 \$)
Transfert de fonctionnement STS	(1 617 973 \$)
Transfert d'investissement Ville	2 024 992 \$
Transfert d'investissement STS	1 743 973 \$

Excédent (déficit) de l'exercice	(3 237 860 \$)
Revenu d'investissement - Ville	(2 024 992 \$)
Revenu d'investissement - STS	(1 743 973 \$)

Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	(7 006 825 \$)
Financement à long terme des activités de fonctionnement - Ville	(421 900 \$)
Remboursement de la dette - Ville	5 606 123 \$
Remboursement de la dette - STS	1 598 973 \$
Dépenses constatées à pourvoir - Ville	204 629 \$
Dépenses constatées à pourvoir - STS	19 000 \$

	0 \$
	=====

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	31/12/2017
Revenus d'investissement - Ville	2 024 992 \$
Revenus d'investissement - STS	1 743 973 \$
Financement à long terme - Ville	(9 482 346 \$)
Financement à long terme - STS	(1 743 973 \$)

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	(7 457 354 \$)
	=====
 Situation financière	 01/01/2018
Débiteurs - Ville	55 789 054 \$
Débiteurs - STS	8 425 000 \$

	64 214 054 \$
	=====
Actifs financiers nets (dette nette) - Ville	55 789 054 \$
Actifs financiers nets (dette nette) - STS	8 425 000 \$

	64 214 054 \$
	=====
Excédent (déficit) accumulé - Ville	55 789 054 \$
Excédent (déficit) accumulé - STS	8 425 000 \$

	64 214 054 \$
	=====

b) Organismes du périmètre comptable

Depuis le 1er janvier 2018, Diffusion Saguenay inc. et Promotion Saguenay inc. sont inclus dans le périmètre comptable de la Ville. Ce changement a entraîné une augmentation de l'excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice de 8 340 723 \$ et de 16 992 205 \$ respectivement pour un montant total de 25 332 928 \$ et une augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice de 1 735 947 \$ et de 16 421 565 \$ respectivement pour un montant total de 18 157 512 \$.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville de Saguenay, du budget adopté par la Société de transport du Saguenay, du budget adopté par Promotion Saguenay inc. et du budget adopté par Diffusion Saguenay inc., après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	225 875 951	234 449 350	234 871 069			234 871 069
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 973 624	22 418 725	22 785 323			22 785 323
Quotes-parts	3					11 789 000	
Transferts	4	10 062 596	13 997 380	11 140 026		17 893 043	18 971 539
Services rendus	5	56 400 344	56 035 335	61 311 392		11 898 503	72 739 184
Imposition de droits	6	7 752 047	5 503 000	6 302 553			6 302 553
Amendes et pénalités	7	4 223 729	4 100 000	4 742 316			4 742 316
Revenus de placements de portefeuille	8					179 747	179 747
Autres revenus d'intérêts	9	2 717 873	2 035 000	3 371 255		13 645	3 384 900
Autres revenus	10	1 438 152	520 000	2 648 301		682 589	1 237 808
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	330 444 316	339 058 790	347 172 235		42 456 527	365 214 439
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	16 246 392	6 027 806	11 492 013		4 222 729	15 714 742
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		1 002 100	3 062 381			3 062 381
Autres	18	178 018		2 845 750			2 845 750
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					(65 735)	(65 735)
	20	16 424 410	7 029 906	17 400 144		4 156 994	21 557 138
	21	346 868 726	346 088 696	364 572 379		46 613 521	386 771 577
Charges							
Administration générale	22	35 663 879	36 455 560	30 336 331	1 081 324		31 406 542
Sécurité publique	23	54 213 840	53 243 250	55 969 386	3 351 112		59 306 805
Transport	24	49 981 295	47 370 356	51 711 524	18 795 097	28 201 684	86 919 305
Hygiène du milieu	25	34 825 637	35 430 936	34 845 222	18 489 220		53 334 442
Santé et bien-être	26	2 597 974	2 086 448	2 058 567	4 935		2 063 502
Aménagement, urbanisme et développement	27	25 578 391	20 895 158	26 787 777	1 598 560	8 813 575	26 441 573
Loisirs et culture	28	45 966 989	43 593 195	49 355 957	11 442 838	6 417 470	65 374 087
Réseau d'électricité	29	35 386 464	36 723 257	36 998 472	2 912 199		39 910 671
Frais de financement	30	18 174 210	19 583 000	18 208 922		1 249 348	19 458 270
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	54 382 158	54 382 158	57 675 285	(57 675 285)		
	33	356 770 837	349 763 318	363 947 443		44 682 077	384 215 197
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(9 902 111)	(3 674 622)	624 936		1 931 444	2 556 380

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018		Réalisations 2018	
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(9 902 111)	(3 674 622)	624 936	1 931 444	2 556 380
Moins: revenus d'investissement	2	(16 424 410)	(7 029 906)	(17 400 144)	(4 156 994)	(21 557 138)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(26 326 521)	(10 704 528)	(16 775 208)	(2 225 550)	(19 000 758)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	54 382 158	54 382 158	57 675 285	4 742 940	62 418 225
Produit de cession	5	3 579 648	370 000	1 380 633	5 595	1 386 228
(Gain) perte sur cession	6	(2 125 659)	(370 000)	(503 876)	773 511	269 635
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	55 836 147	54 382 158	58 552 042	5 522 046	64 074 088
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			1 040 018	38 295	1 078 313
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			1 040 018	38 295	1 078 313
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	331 813		345 988		345 988
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	36 334		(39 005)		(39 005)
	15	368 147		306 983		306 983
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	18 229 616	12 596 200	12 068 441		12 068 441
Remboursement de la dette à long terme	17	(43 056 248)	(50 679 245)	(44 483 099)	(1 903 563)	(46 386 662)
	18	(24 826 632)	(38 083 045)	(32 414 658)	(1 903 563)	(34 318 221)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 164 474)	(400 000)	(559 020)	(186 677)	(745 697)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 218 574			2 332 458	2 332 458
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 715 000		750 000		750 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 936 737)	(1 386 035)	(3 692 634)	141 112	(3 551 522)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(3 458 124)	(3 808 550)	(3 946 425)		(3 946 425)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(3 625 761)	(5 594 585)	(7 448 079)	2 286 893	(5 161 186)
	26	27 751 901	10 704 528	20 036 306	5 943 671	25 979 977
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 425 380		3 261 098	3 718 121	6 979 219

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017		Réalisations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 22			
Revenus d'investissement	1	16 424 410	17 400 144	4 156 994	21 557 138
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(465 893)	(582 935)	()	(582 935)
Sécurité publique	3	(8 478 187)	(3 838 033)	()	(3 838 033)
Transport	4	(31 387 801)	(34 803 746)	(6 038 816)	(40 842 562)
Hygiène du milieu	5	(18 894 359)	(16 540 014)	()	(16 540 014)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 212 595)	(2 330 324)	()	(2 330 324)
Loisirs et culture	8	(18 843 766)	(8 095 345)	(148 985)	(8 244 330)
Réseau d'électricité	9	(1 000 998)	(4 317 057)	()	(4 317 057)
	10	(80 283 599)	(70 507 454)	(6 187 801)	(76 695 255)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(1 040 018)	(8 108)	(1 048 126)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(490 000)	(214 999)	(65 735)	(149 264)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	58 106 743	62 405 394	537 950	62 943 344
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	2 164 474	559 020	186 677	745 697
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	1 658 371	1 337 701		1 337 701
	18	3 822 845	1 896 721	186 677	2 083 398
	19	(18 844 011)	(7 460 356)	(5 405 547)	(12 865 903)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(2 419 601)	9 939 788	(1 248 553)	8 691 235

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé ¹
		Redressé note 22		
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 611 663	27 605 001	47 700 048
Débiteurs (note 5)	2	115 166 499	115 110 189	136 662 631
Prêts (note 6)	3	1 701 192	1 609 208	1 609 208
Placements de portefeuille (note 7)	4	75 000	75 000	75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			1 029 101
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	123 554 354	144 399 398	187 075 988
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			1 445 490
Emprunts temporaires (note 10)	10			3 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	58 467 063	60 221 769	65 017 394
Revenus reportés (note 12)	12	12 641 851	10 880 706	20 287 483
Dette à long terme (note 13)	13	448 623 642	481 465 964	518 665 463
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	65 827 700	64 864 500	64 864 500
	15	585 560 256	617 432 939	673 280 330
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(462 005 902)	(473 033 541)	(13 170 801)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	1 117 327 804	1 129 283 216	1 193 128 379
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18			4 793 853
Stocks de fournitures	19	3 640 761	3 311 830	4 098 323
Autres actifs non financiers (note 17)	20	878 102	904 196	1 636 054
	21	1 121 846 667	1 133 499 242	1 203 656 609
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 863 355	3 725 477	8 231 092
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 000 000	1 650 000	8 267 685
Réserves financières et fonds réservés	24	5 807 617	8 412 954	8 592 001
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	129 052 479) (	125 416 431) (	125 416 431)
Financement des investissements en cours	26	(4 320 564)	5 367 796	4 422 555
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	784 542 836	766 725 905	813 355 365
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	659 840 765	660 465 701	717 452 267

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
Rémunération	1	103 066 803	102 603 053	118 055 438	110 537 023
Charges sociales	2	31 805 131	31 737 739	35 070 812	37 456 065
Biens et services	3	97 699 741	106 008 167	122 821 295	105 746 159
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	13 053 101	12 354 729	12 354 729	10 864 456
D'autres organismes municipaux	5			966 267	174 453
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 337 799	1 342 085	1 561 415	1 530 111
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	5 192 100	4 512 108	4 575 859	5 965 478
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	11 309 000	11 789 000		
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12	1 235 000	6 047 406	6 123 136	3 205 131
Autres	13	24 280 685	27 918 038	18 308 188	31 862 851
Amortissement des immobilisations	14	54 382 158	57 675 285	62 418 225	57 693 281
Autres					
- Réclamation de dommages	15	565 000	495 340	495 340	2 428 105
- Autres	16	5 836 800	1 464 493	1 464 493	1 082 742
-	17				
	18	349 763 318	363 947 443	384 215 197	368 545 855

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	65 599	61 819
Autres revenus	3	54 535	28 207
	4	120 134	90 026
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	130 657	1 787
Variation de la provision pour moins-value	6	(169 662)	35 334
	7	(39 005)	37 121
Autres charges	8		
	9	(39 005)	37 121
Excédent (déficit) de l'exercice	10	159 139	52 905

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	2 981 874	2 756 295
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13	59 381	33 837
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	901 655	1 163 301
Provision pour moins-value	15	(135 242)	(304 904)
	16	766 413	858 397
	17	3 807 668	3 648 529
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20	3 566 757	3 566 757
	21	3 566 757	3 566 757
Solde du Fonds local d'investissement	22	240 911	81 772

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	2 854 374	2 518 795
Supportant les engagements de prêts	24	127 500	237 500
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	2 981 874	2 756 295

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises comportent différentes modalités de recouvrement, notamment des moratoires pouvant atteindre jusqu'à six mois, une période maximale de remboursement de sept ans et des intérêts à des taux variant de 4 % à 9 %.

Note sur la dette à long terme

Emprunt, sans intérêts, remboursable selon les modalités suivantes:

- un premier versement le 1er juin 2020 égal au solde du prêt consenti et non encore investi par le Fonds local d'investissement au 31 décembre 2019;

- à compter du 1er juin 2021, cinq versements annuels, chaque versement étant égal aux sommes reçues par la Ville durant la période de douze mois précédant le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par le Fonds local d'investissement;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

- un versement le 1er juin 2026 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du Fonds local d'investissement au 31 décembre 2025, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

En vertu de ces modalités de remboursement, les montants correspondant aux pertes approuvées par le MESI sur les prêts ne seront pas remboursables.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La Ville s'est engagée envers 4 entreprises pour un montant totalisant 127 500 \$ au 31 décembre 2018

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres revenus sont constitués des intérêts bancaires

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	30 054	28 612
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	8 732	13 477
Autres revenus	3		
	4	38 786	42 089
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7	38 786	42 089
	8	38 786	42 089
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16	38 786	42 089
Excédent (déficit) de l'exercice	17		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20	6 102	5 979
Provision pour créances douteuses	21	()	()
	22	6 102	5 979
Autres	23		
	24	6 102	5 979
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26	6 102	5 979
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31	6 102	5 979
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 231 092	2 398 008
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 267 685	1 000 000
Réserves financières et fonds réservés	3	8 592 001	5 976 289
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	125 416 431) (	129 052 479)
Financement des investissements en cours	5	4 422 555	(3 658 765)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	813 355 365	812 899 906
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	717 452 267	689 562 959
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 725 477	1 863 355
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	4 505 615	534 653
	11	8 231 092	2 398 008
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Énergie et déneigement	12	1 650 000	1 000 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 650 000	1 000 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Conseil des arts	22	333 772	
- Diffusion Saguenay	23	470 000	
- Promotion Saguenay	24	5 813 913	
	25	6 617 685	
	26	8 267 685	1 000 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve auto-assurance	27	1 080 370	1 036 147
- Réserve infrastructure	28	1 009 500	500 000
- Réserve Hydro-Jonquière	29	1 009 500	500 000
- Réserve entente culturelle	30	309 259	
- Réserve matières résiduelles	31	500 000	
	32	3 908 629	2 036 147
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	856 350	383 857
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40	179 047	168 672
Montant non réservé			
Administration municipale	41	266 848	379 358
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	3 041 254	2 790 132
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de logement social	45	334 479	209 729
- Fonds Conseil des arts	46	5 394	8 394
	47	4 683 372	3 940 142
	48	8 592 001	5 976 289

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (1 254 100)	(1 254 100)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (18 075 400)	(18 075 400)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (14 896 800)	(18 620 900)
Autres	52 (137 900)	(88 300)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (10 336 000)	(9 935 300)
	54 (44 700 200)	(47 974 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (3 270 000)	(3 850 000)
Autres		
-	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (47 970 200)	(51 824 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (92 639)	(185 264)
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
-	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 (92 639)	(185 264)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (4 133 100)	(4 712 400)
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (3 566 757)	(3 566 757)
Autres		
- Autres financements	72 (71 688 094)	(71 748 770)
-	73 ()	()
	74 (79 387 951)	(80 027 927)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 1 267 946	2 126 315
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77 766 413	858 397
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 2 034 359	2 984 712
	81 (125 416 431)	(129 052 479)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	12 691 456	8 229 198
Investissements à financer	83 (	8 268 901) (	11 887 963)
	84	4 422 555	(3 658 765)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	1 193 128 379	1 151 191 647
Propriétés destinées à la revente	86	4 793 853	
Prêts	87	1 609 208	1 701 192
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	75 000	75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	1 029 101	1 094 836
	90	1 200 635 541	1 154 062 675
Ajustements aux éléments d'actif	91	(766 413)	(858 397)
	92	1 199 869 128	1 153 204 278
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	518 665 463) (	464 409 884)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	3 271 865) (	2 970 895)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	59 864 702	58 376 805
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	75 558 863	68 699 602
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	386 513 763) (	340 304 372)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	386 513 763) (	340 304 372)
	101	813 355 365	812 899 906

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u>2</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIMES DE RETRAITE ENREGISTRÉS

La Ville de Saguenay offre à ses employés deux régimes de retraite enregistrés auprès de Retraite Québec : celui du groupe des cols bleus, des cols blancs et des cadres et celui des pompiers et des policiers. Ces régimes sont capitalisés et prévoient le versement de prestations calculées en fonction d'un nombre d'années de service reconnues et d'un pourcentage préétabli (2 %) de la rémunération admissible (salaire final moyen), entre autres. De plus, des prestations de raccordement sont prévues aux régimes.

Ces régimes ont chacun deux volets : le service antérieur au 1er janvier 2013 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2012 (volet courant) pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et le service antérieur au 1er janvier 2014 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2013 (volet courant) pour le régime des pompiers et des policiers.

Dans les deux régimes, les paramètres du volet courant sont les mêmes pour les groupes d'employés qui en font partie. Quant au volet antérieur, les paramètres diffèrent dans les deux régimes et d'un groupe à l'autre à l'intérieur d'un même régime. Certains changements s'appliquent dès le 1er janvier 2013 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et au 1er janvier 2014 pour le régime des pompiers et des policiers.

Le 31 décembre 2016 est la date de l'évaluation actuarielle la plus récente pour ces deux régimes.

RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Régime d'appoint

Pour certains cadres, ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et la rente effectivement payable par le régime de base.

Rentes payables par la Ville

Ce programme est constitué des rentes payables directement par les fonds de la Ville à la suite du programme de départ assisté (PDA) de 2007.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(37 817 000)	(35 976 600)
Charge de l'exercice	4	(17 409 800)	(20 677 700)
Cotisations versées par l'employeur	5	18 773 700	18 837 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	<u>(36 453 100)</u>	<u>(37 817 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	547 018 500	529 586 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(599 707 000)	(586 912 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(52 688 500)	(57 326 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	16 235 400	19 509 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(36 453 100)	(37 817 000)
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	<u>(36 453 100)</u>	<u>(37 817 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	4	4
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	547 018 500	529 586 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(599 707 000)	(586 912 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(52 688 500)	(57 326 800)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	19 435 300	22 232 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	19 435 300	22 232 000
Cotisations salariales des employés	21	(10 061 100)	(12 454 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23	9 374 200	9 777 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	4 404 000	5 888 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	<u>13 778 200</u>	<u>15 665 600</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	33 651 000	33 014 500
Rendement espéré des actifs	33	(30 019 400)	(28 002 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	<u>3 631 600</u>	<u>5 012 100</u>
Charge de l'exercice	35	<u>17 409 800</u>	<u>20 677 700</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	20 089 000	30 946 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(30 019 400)	(28 002 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(9 930 400)	2 944 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	8 800 800	17 298 200
Prestations versées au cours de l'exercice	40	31 491 300	29 580 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	534 785 800	547 122 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	98 000	1 962 800
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,84 %	5,79 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,79 %	5,74 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,50 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	<u>1</u>	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE

Ce régime est accessible aux retraités à partir de 50 ans. Les garanties couvrent en partie l'assurance-vie de base, l'assurance décès ou mutilation par accident, l'assurance-vie des personnes à charge, l'assurance maladie et l'assurance soins dentaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (28 010 700)	(27 113 500)
Charge de l'exercice	56 (1 056 500)	(1 435 500)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 655 800	538 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(28 411 400)</u>	<u>(28 010 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (23 805 400)	(24 304 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (23 805 400)	(24 304 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (4 606 000)	(3 706 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (28 411 400)	(28 010 700)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(28 411 400)</u>	<u>(28 010 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (23 805 400)	(24 304 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(23 805 400)</u>	<u>(24 304 700)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 731 300	814 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 <u>731 300</u>	<u>146 200</u>
Cotisations salariales des employés	72 731 300	960 300
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 731 300	960 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	76 (490 200)	(229 800)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	(146 200)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	
	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	241 100	584 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	815 400	851 200
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	815 400	851 200
Charge de l'exercice	87	1 056 500	1 435 500
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	1 390 200	3 385 100
Prestations versées au cours de l'exercice	92	655 800	538 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,60 %	3,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	0,00 %	0,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,54 %	5,62 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 036	2 036
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 4

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Société de transport du Saguenay participent à des régimes à cotisations déterminées qui prévoient le versement de prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec des intérêts en fonction du rendement de la caisse de retraite. La charge de la Société correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice. La Société n'a aucune obligation relative aux régimes autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle des employés correspond à un montant variant de 4,5 % à 7 % de leur salaire et la Société doit verser un montant représentant 7 % à 10,5 % du salaire des employés.

Description du régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM)

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM). Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement, établissant le RPSMCM, détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un % fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Le déficit actuariel du RRMCM au 31 décembre 2015, d'après les états financiers du régime établis à cette date, est de 7 840 000 \$. La part de ce déficit dont la Ville de Saguenay est responsable est de 760 430 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	82 103	90 477
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111	670 501	634 236
	112	<u>752 604</u>	<u>724 713</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Saguenay offre à certains de ses salariés des REER individuels. Les cotisations de l'employeur pour ces régimes correspondent à 10 % du salaire des employés.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	45 236	69 190

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	16	16

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>55 935</u>	<u>48 604</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	189 163	163 795
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>76 362</u>	<u>72 892</u>
	119	<u>265 525</u>	<u>236 687</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	198 018 000	198 308 623	198 308 623	192 022 477
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	550	550	550	864
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	198 018 550	198 309 173	198 309 173	192 023 341
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	13 162 500	13 247 503	13 247 503	12 096 110
Égout	11	11 262 700	11 265 097	11 265 097	10 511 589
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	10 937 400	10 927 909	10 927 909	10 168 020
Autres					
- Centre - ville	14	39 200	38 623	38 623	38 975
- Zone Talbot	15	103 000	98 930	98 930	96 720
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	900 000	885 709	885 709	899 653
Service de la dette	18	26 000	25 971	25 971	28 345
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20		72 154	72 154	13 198
Activités d'investissement	21				
	22	36 430 800	36 561 896	36 561 896	33 852 610
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	36 430 800	36 561 896	36 561 896	33 852 610
	27	234 449 350	234 871 069	234 871 069	225 875 951

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	1 450 000	1 513 579	1 513 579	1 554 590
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29	58 500	59 400	59 400	57 666
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31	80 300	80 335	80 335	80 335
	32	1 588 800	1 653 314	1 653 314	1 692 591
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	3 636 675	3 755 206	3 755 206	3 546 864
Cégeps et universités	34	3 219 485	3 322 354	3 322 354	3 076 428
Écoles primaires et secondaires	35	4 084 155	4 204 764	4 204 764	3 988 609
	36	10 940 315	11 282 324	11 282 324	10 611 901
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	12 529 115	12 935 638	12 935 638	12 304 492
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	5 935 000	5 884 241	5 884 241	5 771 339
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	192 650	198 594	198 594	181 152
Taxes d'affaires	44				
	45	6 127 650	6 082 835	6 082 835	5 952 491
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	49	3 507 000	3 508 239	3 508 239	3 407 381
Autres	50	254 960	258 611	258 611	309 260
	51	3 761 960	3 766 850	3 766 850	3 716 641
	52	22 418 725	22 785 323	22 785 323	21 973 624

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	77 449	77 449	83 827
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	28 191	28 191	2 272
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	1 317 430	240 396	264 290
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		733 621	665 339
Transport adapté	62		1 750 491	1 706 352
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66	1 171 285	22 649	47 418
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	474 688	179 597	83 454
Réseau de distribution de l'eau potable	69	859 991	235 381	277 218
Traitement des eaux usées	70	54 020	30 029	4 120
Réseaux d'égout	71	262 746	85 533	81 014
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	1 350 000	1 230 075	1 427 057
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	55 750	55 750	
Rénovation urbaine	84	14 675	1 666 020	805 389
Promotion et développement économique	85		2 478 987	
Autres	86		130 445	133 995
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	2 337 050	390 470	436 539
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	635 360	602 289	500 937
Autres	89	724 150	407 684	268 577
Réseau d'électricité	90			
	91	9 201 395	5 307 301	6 787 798

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97		1 224 728	1 224 728	4 966 892
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100			4 222 729	4 239 214
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105		1 395 371	1 395 371	
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	1 446 673	496 523	496 523	1 530 970
Réseau de distribution de l'eau potable	108	3 255 015	2 013 855	2 013 855	3 033 574
Traitement des eaux usées	109	120 556	549 721	549 721	1 695 003
Réseaux d'égout	110	1 205 562	4 837 304	4 837 304	2 541 477
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117		174 005	174 005	
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126		649 246	649 246	2 378 476
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128		151 260	151 260	100 000
Réseau d'électricité	129				
	130	6 027 806	11 492 013	15 714 742	20 485 606

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	3 040 000	3 886 581	3 886 581
Fonds de développement des territoires	136	1 055 985	1 255 664	1 255 664
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		2 793 757	2 802 735
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139	700 000	690 480	635 067
	140	4 795 985	5 832 725	8 452 822
TOTAL DES TRANSFERTS	141	20 025 186	22 632 039	35 726 226

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146	190 285	454 406	228 881
Sécurité incendie	147		12 758	44 970
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	190 285	467 164	273 851
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	5 700	5 852	5 759
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	45 000	33 828	471 510
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162	880 000	959 132	736 509
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	930 700	998 812	1 213 778
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	1 120 985	1 465 976	1 487 629

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2018	2018	2018	2017
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184	2 000	2 784	1 772
Évaluation	185	25 000	26 341	25 713
Autre	186	667 000	869 257	724 327
	187	694 000	898 382	751 812
Sécurité publique				
Police	188	540 000	2 828 805	1 342 813
Sécurité incendie	189	75 000	94 184	66 284
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192	615 000	2 922 989	1 409 097
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193	255 800	383 772	256 679
Enlèvement de la neige	194	230 000	266 312	266 931
Autres	195	210 000	461 675	425 029
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196		3 400 820	3 413 491
Transport adapté	197		184 501	179 375
Transport scolaire	198		394 038	
Autres	199	894 000	4 181 856	1 470 052
Autres	200			
	201	1 589 800	2 294 746	6 011 557
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203	300 000	389 288	299 392
Réseaux d'égout	204			
	205	55 000	66 416	54 839
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	206			
Autres	207			
	208	125 000	482 890	307 254
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211		2 751	1 231
	212	480 000	941 345	662 716
Santé et bien-être				
Logement social				
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	217	302 000	561 127	447 722
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220			
	221	302 000	561 127	447 722
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Activités culturelles	222	1 776 200	1 757 824	1 726 713
Bibliothèques	223	74 250	80 944	73 822
Autres	224	89 100	519 580	155 874
	225	1 939 550	2 358 348	1 956 409
Réseau d'électricité				
	226	49 294 000	49 868 479	48 047 726
	227	54 914 350	59 845 416	59 287 039
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	56 035 335	61 311 392	60 774 668

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	645 000	1 027 373	1 027 373	733 920
Droits de mutation immobilière	230	4 100 000	4 520 477	4 520 477	6 261 055
Droits sur les carrières et sablières	231	750 000	750 000	750 000	750 000
Autres	232	8 000	4 703	4 703	7 072
	233	5 503 000	6 302 553	6 302 553	7 752 047
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	4 100 000	4 742 316	4 742 316	4 223 729
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	235			179 747	33 937
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	2 035 000	3 371 255	3 384 900	2 741 004
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	370 000	503 876	(269 635)	2 135 285
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		1 040 018	1 040 018	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240	1 002 100	3 062 381	3 062 381	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				
Autres contributions	243	150 000	356 022	1 413 171	56 227
Redevances réglementaires	244				
Autres	245		3 594 135	1 900 004	(249 726)
	246	1 522 100	8 556 432	7 145 939	1 941 786
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	247				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	4 555 898	4 281 189	156 931	4 438 120	4 427 007	5 564 955
Greffé et application de la loi	2	3 357 184	3 553 552	136 577	3 690 129	3 690 129	5 030 193
Gestion financière et administrative	3	18 334 084	12 402 738	556 452	12 959 190	12 959 190	14 440 610
Évaluation	4	2 459 025	2 330 683	40 122	2 370 805	2 370 805	2 180 016
Gestion du personnel	5	3 666 774	3 542 218	78 225	3 620 443	3 620 443	3 490 996
Autres							
- Communication	6	1 929 780	2 013 469	113 017	2 126 486	2 126 486	2 191 804
- Autres	7	2 152 815	2 212 482		2 212 482	2 212 482	3 813 295
	8	36 455 560	30 336 331	1 081 324	31 417 655	31 406 542	36 711 869
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	35 769 482	37 684 241	1 987 765	39 672 006	39 658 313	38 080 575
Sécurité incendie	10	16 505 938	17 072 349	1 363 347	18 435 696	18 435 696	18 171 517
Sécurité civile	11		17 969		17 969	17 969	36 453
Autres	12	967 830	1 194 827		1 194 827	1 194 827	932 813
	13	53 243 250	55 969 386	3 351 112	59 320 498	59 306 805	57 221 358
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	11 199 531	11 776 553	14 738 642	26 515 195	26 515 195	25 360 118
Enlèvement de la neige	15	19 269 224	22 044 479	2 513 416	24 557 895	24 557 895	23 822 999
Éclairage des rues	16	2 361 513	2 702 169	51 590	2 753 759	2 753 759	2 371 942
Circulation et stationnement	17	2 089 729	2 110 229	652 470	2 762 699	2 762 699	2 785 756
Transport collectif							
Transport en commun	18	11 358 394	11 828 224		11 828 224	24 577 540	23 048 853
Transport aérien	19	139 367	389 768	7 127	396 895	2 561 009	145 330
Transport par eau	20	952 598	860 102	826 652	1 686 754	3 186 008	1 526 142
Autres	21			5 200	5 200	5 200	5 200
	22	47 370 356	51 711 524	18 795 097	70 506 621	86 919 305	79 066 340

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 542 515	4 628 816	1 896 937	6 525 753	6 525 753	5 732 819
Réseau de distribution de l'eau potable	24	8 670 611	8 458 931	4 904 508	13 363 439	13 363 439	12 887 964
Traitement des eaux usées	25	3 431 968	3 659 085	4 757 731	8 416 816	8 416 816	9 146 470
Réseaux d'égout	26	2 967 181	2 857 724	5 134 872	7 992 596	7 992 596	7 763 799
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	3 586 525	3 369 925	4 598	3 374 523	3 374 523	3 010 714
Élimination	28	5 010 690	3 671 202	216 861	3 888 063	3 888 063	6 601 237
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 909 885	2 035 936	36 854	2 072 790	2 072 790	1 812 817
Tri et conditionnement	30	1 846 684	2 002 715	1 496 846	3 499 561	3 499 561	3 066 192
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 221 518	1 682 660		1 682 660	1 682 660	429 043
Traitement	32	65 066	74 190		74 190	74 190	69 518
Matériaux secs	33	1 932 699	2 288 587	33 276	2 321 863	2 321 863	1 720 174
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	245 594	115 451	6 737	122 188	122 188	235 576
Autres	39						
	40	35 430 936	34 845 222	18 489 220	53 334 442	53 334 442	52 476 323
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 400 386	1 419 484		1 419 484	1 419 484	1 648 438
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	686 062	639 083	4 935	644 018	644 018	954 471
	44	2 086 448	2 058 567	4 935	2 063 502	2 063 502	2 602 909
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	10 402 819	10 599 575	1 180 417	11 779 992	11 779 992	11 684 295
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		567 955		567 955	567 955	346 654
Autres biens	47		4 085 499		4 085 499	4 085 499	1 431 009
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	10 492 339	10 310 469	2 130	10 312 599	8 329 540	13 289 935
Tourisme	49		184 261	416 013	600 274	600 274	416 013
Autres	50		1 040 018		1 040 018	1 078 313	
Autres	51						
	52	20 895 158	26 787 777	1 598 560	28 386 337	26 441 573	27 167 906

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 808 704	6 165 826	2 409 953	8 575 779	8 575 779	6 654 279
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 510 789	9 480 396	1 813 274	11 293 670	11 293 670	9 363 321
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 392 511	2 857 108	121 047	2 978 155	2 978 155	2 536 570
Parcs et terrains de jeux	56	6 184 408	7 782 923	4 094 317	11 877 240	11 877 240	12 416 538
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	71 999					148 499
Autres	59	1 930 696	2 022 611	454 350	2 476 961	2 471 340	2 289 339
	60	22 899 107	28 308 864	8 892 941	37 201 805	37 196 184	33 408 546
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	10 101 134	9 813 386	835 123	10 648 509	10 597 335	10 917 731
Bibliothèques	62	6 486 612	5 324 657	1 091 096	6 415 753	6 415 753	7 031 831
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 511 868	2 067 068	466 017	2 533 085	2 533 085	2 128 831
Autres ressources du patrimoine	64	164 169	386 272	64 898	451 170	451 170	253 848
Autres	65	2 430 305	3 455 710	92 763	3 548 473	8 180 560	2 785 186
	66	20 694 088	21 047 093	2 549 897	23 596 990	28 177 903	23 117 427
	67	43 593 195	49 355 957	11 442 838	60 798 795	65 374 087	56 525 973
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68	36 723 257	36 998 472	2 912 199	39 910 671	39 910 671	38 238 679
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	13 179 400	12 548 232		12 548 232	13 733 829	11 511 070
Autres frais	70	1 211 500	1 148 582		1 148 582	1 148 582	1 057 950
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	4 932 100	4 411 200		4 411 200	4 411 200	5 863 300
Autres	72	260 000	100 908		100 908	164 659	102 178
	73	19 583 000	18 208 922		18 208 922	19 458 270	18 534 498
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	54 382 158	57 675 285	(57 675 285)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 258 189	3 258 189	5 898 293
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 412 833	4 412 833	2 114 900
Usines et bassins d'épuration	3	3 075 182	3 075 182	562 365
Conduites d'égout	4	4 737 225	4 737 225	8 729 747
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	22 415 210	24 571 521	24 989 178
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 277	2 277	83 365
Systèmes d'éclairage des rues	8	150 009	150 009	138 460
Aires de stationnement	9	1 652 968	1 652 968	1 357 306
Parcs et terrains de jeux	10	3 930 591	3 930 591	8 414 862
Autres infrastructures	11	5 327 502	5 327 502	301 443
Réseau d'électricité	12	1 313 849	1 313 849	606 934
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	5 511 110	5 511 110	6 564 267
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 294 456	3 400 281	8 643 743
Améliorations locatives	15		2 007	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		3 378 729	4 065 198
Autres	17	6 957 145	6 957 145	7 608 152
Ameublement et équipement de bureau	18	1 738 358	2 222 407	2 921 867
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 086 546	1 147 426	2 322 188
Terrains	20	1 644 004	1 644 004	647 361
Autres	21			7 335
	22	70 507 454	76 695 255	85 976 964

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau
développement

Conduites d'eau potable	23	2 455 711	2 455 711	5 687 403
Usines de traitement de l'eau potable	24	4 377 833	4 377 833	2 114 900
Usines et bassins d'épuration	25	3 075 182	3 075 182	562 365
Conduites d'égout	26	4 004 681	4 004 681	8 719 005
Autres infrastructures	27	30 889 606	33 045 917	30 213 781
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	802 478	802 478	210 890
Usines de traitement de l'eau potable	29	35 000	35 000	
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	732 544	732 544	10 742
Autres infrastructures	32	2 588 951	2 588 951	5 070 833
Autres immobilisations	33	21 545 468	25 576 958	33 387 045
	34	70 507 454	76 695 255	85 976 964

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 776 123	425 000	984 402	3 216 721
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	399 059 519	122 641 877	69 374 124	452 327 272
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	402 835 642	123 066 877	70 358 526	455 543 993
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	60 978 380	9 012 461	7 164 263	62 826 578
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	60 978 380	9 012 461	7 164 263	62 826 578
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	60 978 380	9 012 461	7 164 263	62 826 578
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	929 065	214 999	306 983	837 081
Autres	17	2 637 692	(214 999)	(306 983)	2 729 676
	18	64 545 137	9 012 461	7 164 263	66 393 335
	19	467 380 779	132 079 338	77 522 789	521 937 328
Dettes en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	467 380 779	132 079 338	77 522 789	521 937 328

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale

Dettes à long terme	1	484 633 291
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	6 394 975
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	8 038 544
--	---	-----------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	48 561 198
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	3 566 757
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	8 285 204
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Autres revenus vs à financer	13	104 207
--------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	438 549 444
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	23 983 898
--	----	------------

Endettement net à long terme	17	462 533 342
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	462 533 342
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	462 533 342
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	35 139 832
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	11 309 000	11 789 000	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	11 309 000	11 789 000	



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018*****Non audité***

		2018	2017
Rémunération	1	2 480 501	2 665 058
Charges sociales	2	599 355	647 938
Biens et services	3	67 427 598	76 970 603
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	70 507 454	80 283 599

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	198,00	35,00	370 383,00	20 679 560	6 384 475	27 064 035
Professionnels	2	13,00	35,00	24 143,00	1 137 746	269 024	1 406 770
Cols blancs	3	361,00	35,00	663 036,00	23 146 696	6 747 927	29 894 623
Cols bleus	4	418,00	40,00	931 733,00	27 791 082	8 780 047	36 571 129
Policiers	5	203,00	39,00	471 802,00	21 531 090	6 569 052	28 100 142
Pompiers	6	116,00	42,00	273 180,00	9 607 926	3 097 675	12 705 601
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 309,00		2 734 277,00	103 894 100	31 848 200	135 742 300
Élus	9	16,00			1 189 454	488 894	1 678 348
	10	1 325,00			105 083 554	32 337 094	137 420 648

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Gouvernement du Québec</u>		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	179 597		496 523		676 120
Réseau de distribution de l'eau potable	13	235 381	1 599 728			1 835 109
Traitement des eaux usées	14	30 029		549 721		579 750
Réseaux d'égout	15	85 533	4 582 772			4 668 305
Autres	16	9 821 479	2 123 806	2 927 470		14 872 755
	17	10 352 019	8 306 306	3 973 714		22 632 039

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	126 725	149 177
Évaluation	2	117 149	120 267
Autres	3	2 100 292	1 873 092
	4	2 344 166	2 142 536
Sécurité publique			
Police	5	1 436 284	1 799 623
Sécurité incendie	6	979 087	1 110 341
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 415 371	2 909 964
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	2 547 489	2 478 367
Enlèvement de la neige	11	1 659 711	1 636 258
Autres	12	103 719	61 904
Transport collectif	13	411 183	383 231
Autres	14	42 688	40 352
	15	4 764 790	4 600 112
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	308 432	293 418
Réseau de distribution de l'eau potable	17	728 048	691 497
Traitement des eaux usées	18	281 685	284 102
Réseaux d'égout	19	554 859	514 525
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	96 399	85 857
Matières recyclables	21	225 554	216 978
Autres	22		
Cours d'eau	23	3 213	2 862
Protection de l'environnement	24	32 133	28 619
Autres	25		
	26	2 230 323	2 117 858
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	710 531	926 403
Rénovation urbaine	32	394 629	354 772
Promotion et développement économique	33	394 629	354 772
Autres	34	65 771	59 129
	35	1 565 560	1 695 076
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 760 396	1 677 894
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	754 078	713 144
Autres	38	1 085 564	1 001 467
	39	3 600 038	3 392 505
Réseau d'électricité			
	40	1 288 674	1 316 159
	41	18 208 922	18 174 210

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1	27 892 100	28 647 360	27 322 355
Générale et institutionnelle	2	11 656 400	11 972 031	11 418 298
Industrielle	3			
Autres	4	9 293 500	8 693 074	8 674 927
Autres revenus	5	1 152 000	1 246 494	1 267 214
	6	49 994 000	50 558 959	48 682 794
Charges				
Achat d'énergie	7	32 260 000	32 829 792	31 073 583
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9	6 333 257	6 108 786	6 235 017
Autres frais	10			
Frais de financement	11	1 253 571	1 288 674	1 316 159
Amortissement des immobilisations	12	2 852 215	2 912 199	2 852 215
	13	42 699 043	43 139 451	41 476 974
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(1 870 000)	(1 940 106)	(1 922 136)
	15	40 829 043	41 199 345	39 554 838
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales				
	16	9 164 957	9 359 614	9 127 956
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	17	2 852 215	2 912 199	2 852 215
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21	2 852 215	2 912 199	2 852 215
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Remboursement de la dette à long terme	22			
	23	(2 150 015)	(2 150 015)	(2 054 353)
	24	(2 150 015)	(2 150 015)	(2 054 353)
Affectations				
Activités d'investissement	25	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28		(500 000)	(500 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31		(500 000)	(500 000)
	32	702 200	262 184	297 862
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	33	9 867 157	9 621 798	9 425 818

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Kevin Armstrong	45 928	16 685
Mme Brigitte Bergeron	45 928	16 685
M. Marc Bouchard	58 852	16 685
M. Simon-Olivier Côté	49 154	16 685
M. Jean-Marc Crevier	44 201	16 682
M. Carl Dufour	57 125	16 685
Mme Julie Dufour	55 625	16 685
M. Martin Harvey	44 201	16 682
Mme Josée Néron	145 521	16 685
M. Michel Potvin	45 927	16 685
M. Marc Pettersen	49 128	16 682
M. Éric Simard	55 625	16 685
M. Raynald Simard	55 625	16 685
M. Michel Thiffault	45 928	16 685
M. Jonathan Tremblay	62 084	16 685
M. Michel Tremblay	60 351	16 685
Corrections des indemnités de départ		
M. Luc Blackburn	(1 299)	
Mme Christine Boivin	(393)	
M. Luc Boivin	(1 195)	
M. Jacques Cleary	(3 315)	
M. Jacques Fortin	(3 315)	
Mme Sylvie Gaudreault	(200)	
Mme Martine Gauthier	(868)	
M. Réjean Hudon	(433)	
M. Bernard Noël	(2 016)	
M. Jean-Yves Provencher	(1 722)	
M. Claude Tremblay	(200)	
M. François Tremblay	(556)	
M. Jean Tremblay	(9 266)	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>3 303 155 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 ☐	3 ☒	4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 ☒	6 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>971 316 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 ☒	9 ☐

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 ☒	11 ☐
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	1 641 981 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 ☐	15 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018		
	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 ☐	18 ☒
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	266 057 864
Facteur comparatif de 2018	22	0,98
Valeur uniformisée	23	260 736 707

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

	24	<u>142 742 \$</u>
--	----	-------------------

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25	\$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26	142 742 \$
b) Dépenses d'investissement	27	\$
c) Total des frais encourus admissibles	28	<u>142 742 \$</u>
d) Description des dépenses d'investissement :		

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	29	<u>VC-CE-2019-184</u>
b) Date d'adoption de la résolution	30	<u>2018-02-28</u>

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Saguenay,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saguenay (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Chicoutimi
Le 6 mai 2019

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108154
255, rue Racine Est, bureau 600
Chicoutimi, Québec, G7H 7L2

DATE 2019-05-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	234 871 069
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>565 770</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(313 117)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	59 516 957
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	885 709
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>174 155 286</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	13 179 326 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>13 236 753 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>13 208 040 150</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 3 1 8 6 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	205 585 345
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	110
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	205 585 455

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	13 451 285
Égout	11	11 465 500
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	10 960 465
Autres		
- Association Centre-Ville	14	38 000
- Zone Talbot	15	97 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	800 000
Service de la dette	18	71 910
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	36 884 160
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	36 884 160
	27	242 469 615

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 549 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	59 400
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	80 300
	5	1 688 700

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	4 142 000
Cégeps et universités	7	3 915 000
Écoles primaires et secondaires	8	4 700 000
	9	12 757 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	14 445 700

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	6 290 980
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	197 325
Taxes d'affaires	17	
	18	6 488 305

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	3 648 500
Autres	23	255 400
	24	3 903 900
	25	24 837 905

557

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 9 651 336 717	X 5 1,1155 /100\$	6 107 656 592				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 783 513 148	X 8 1,2192 /100\$	9 9 552 408				
Immeubles non résidentiels	10 1 620 512 347	X 11 3,0944 /100\$	12 50 145 304				
Immeubles industriels	13 889 478 489	X 14 4,0432 /100\$	15 35 963 508				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 101 921 400	X 20 1,7774 /100\$	21 1 811 516				
Immeubles agricoles	22 107 065 200	X 23 0,9835 /100\$	24 1 053 017				
Total			25 206 182 345	26 (597 000)	27 ()	28	29 205 585 345
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X	17 /100\$	18				
Autres	19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X	23 /100\$	24				
Total				25	26 (.....	) 27 (.....	) 28	29

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X	46 /100\$	47				
Autres	48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X	52 /100\$	53				
Total				54	55 (.....	) 56 (.....	) 57	58

		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X	60 %	61	62 (.....	) 63 (.....	) 64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 5 0 , 0 0 \$
Égout	2	1 5 0 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 5 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelles - Chicoutimi	1,1166	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Chicoutimi	1,2200	1	
Taxe gén. non résidentiels - Chicoutimi	3,0953	1	
Taxe gén. industriels - Chicoutimi	4,0455	1	
Taxe gén. terrains vagues - Chicoutimi	1,7783	1	
Taxe gén. agricoles - Chicoutimi	0,9850	1	
Taxe gén. résiduelles - Jonquière	1,1153	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Jonquière	1,2187	1	
Taxe gén. non résidentiels - Jonquière	3,0939	1	
Taxe gén. industriels - Jonquière	4,0441	1	
Taxe gén. terrains vagues - Jonquière	1,7769	1	
Taxe gén. agricoles - Jonquière	0,9836	1	
Taxe gén. résiduelles - La Baie	1,1118	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - La Baie	1,2152	1	
Taxe gén. non résidentiels - La Baie	3,0904	1	
Taxe gén. industriels - La Baie	4,0406	1	
Taxe gén. terrains vagues - La Baie	1,7734	1	
Taxe gén. agricoles - La Baie	0,9801	1	
Taxe gén. résiduelles - Laterrière	1,1160	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Laterrière	1,2194	1	
Taxe gén. non résidentiels - Laterrière	3,0947	1	
Taxe gén. industriels - Laterrière	4,0049	1	
Taxe gén. terrains vagues - Laterrière	1,7777	1	
Taxe gén. agricoles - Laterrière	0,9844	1	
Taxe gén. résiduelles - Canton	1,1117	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Canton	1,2151	1	
Taxe gén. non résidentiels - Canton	3,0903	1	
Taxe gén. industriels - Canton	4,0405	1	
Taxe gén. terrains vagues - Canton	1,7733	1	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. agricoles - Canton	0,9800	1	
Taxe gén. résiduelles - Lac Kénogami	1,1117	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Lac Kénogami	1,2151	1	
Taxe gén. non résidentiels - Lac Kénogami	3,0903	1	
Taxe gén. industriels - Lac Kénogami	4,0405	1	
Taxe gén. terrains vagues - Lac Kénogami	1,7733	1	
Taxe gén. agricoles - Lac Kénogami	0,9800	1	
Taxe gén. résiduelles - Shipshaw	1,1232	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Shipshaw	1,2266	1	
Taxe gén. non résidentiels - Shipshaw	3,1019	1	
Taxe gén. industriels - Shipshaw	4,0520	1	
Taxe gén. terrains vagues - Shipshaw	1,7848	1	
Taxe gén. agricoles - Shipshaw	0,9916	1	
Eau au compteur	0,5400	7	par m3
Vidange fosses septiques	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	242 469 615
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>597 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	761 149
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	58 110 951
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	800 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>184 319 813</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 13 153 827 301

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 4 0 1 3 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	50 145 305	35 963 510		1 811 515	8 997 410	1 053 015
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	48 700					
Autres	5	3 247 740	675 235		2 400	5 460 900	30 600
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	53 441 745	36 638 745		1 813 915	14 458 310	1 083 615

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	107 614 590			205 585 345
De secteur	10	110			110
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	23 210			71 910
Autres	13	26 595 375			36 012 250
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	134 233 285			241 669 615

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	692 487 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	260 365 375 \$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>360 217 608 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>47 784 405 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>13 258 228 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-19</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☒	10 ☐	11 ☐
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☒	14 ☐
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☒	16 ☐	17 ☐
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☒	19 ☐	20 ☐
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☒	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Christine Tremblay, CPA, CA , atteste que le rapport financier consolidé de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saguenay.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saguenay consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saguenay détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-01 15:00:10

Date de transmission au Ministère : 2019/05/07